

Suite à l'Editorial du supplément « Régions » du n° 746 (11 mars 2009), ci-après le Droit de réponse du S.N.T.P.C.T. paru le 25 mars 2009 dans le n° 748 d'ÉCRAN TOTAL.

DROIT DE RÉPONSE

Stéphane Pozderec, délégué général du Syndicat national des techniciens et travailleurs de la production cinématographique et de télévisions (SNTPCT), réagit à l'édito paru dans le supplément « régions » de notre avant-dernier numéro.

M. le Directeur de la Rédaction,

Dans l'éditorial paru dans le supplément régions du numéro n° 746 d'*Écran Total*, titré « Les territoires, acteurs incontournables de la production » il est écrit que : « *La mise en place du crédit d'impôt international permettra d'ailleurs à la France, malgré ses lourdes charges sociales, ses conventions collectives et ses réglementations contraignantes, de redevenir compétitive et d'attirer encore davantage les productions étrangères, notamment américaines.* ».

Indépendamment de la question de l'avantage financier que constitue le crédit d'impôt international pour les productions étrangères venant tourner en France, nous sommes pour le moins stupéfaits par le fait d'affirmer que la venue des productions étrangères, notamment américaines, est entravée par les « *lourdes charges sociales* » existant en France et entravée « *par les Conventions collectives et les réglementations contraignantes* ». Qu'en conséquence la France ne saurait être « *compétitive* ».

Si l'on comprend bien, les lourdes charges – autrement dit les cotisations de sécurité sociales, les cotisations retraites, les cotisations assurance-chômage – devraient être, pour les techniciens, supprimées, ou tout du moins, fortement abaissées pour attirer la production des films américains.

Nous vous informons, ce que vous semblez méconnaître, que les ouvriers et techniciens américains ont un salaire deux fois plus élevé que leurs homologues français, la rémunération des chefs de poste américains étant jusqu'à six ou sept fois plus importante.

À titre d'exemple, un chef machiniste américain perçoit 2 500 € pour une semaine de travail, contre 1 031 € son homologue français, un premier assistant opérateur 3 400 € contre 1 209 €, un cadreur 4 800 €, contre 1 560 €, un créateur de costume entre 5 500 € et 7 000 €, contre 2 418 €, un premier assistant opérateur 5 600 € contre 1 315 €, un chef décorateur 6 000 € contre 2 451 €. Enfin, le directeur de la photographie américain atteint un plafond qui s'échelonne de 15 000 € jusqu'à 18 000 €, contre 2 485 € son homologue français. Il s'agit de salaires réels.

Malgré les « *lourdes charges sociales* », les techniciens français ont de très sérieux progrès à faire en termes de rémunération pour atteindre le niveau de leurs collègues américains. Ne pensez-vous pas que la cause de non-compétitivité est surtout consécutive au taux de change entre le dollar et l'euro ? ■

(Paru le 25 mars 2009 dans le numéro 748 d'*Écran Total*)